

Art. 4. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 28 décembre 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 28 december 2020.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Fr. VANDENBROUCKE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C - 2020/16466]

30 DECEMBRE 2020. — Arrêté royal fixant, pour l'exercice 2021, le budget global du Royaume pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, l'article 95 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2020 ;

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, s'agissant d'une décision formelle ;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le budget global du Royaume pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux est fixé, pour l'année 2021, à 9.483.240.295 euros.

Art. 2. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ciergnon, le 30 décembre 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C - 2020/16466]

30 DECEMBER 2020. — Koninklijk besluit houdende vaststelling, voor het dienstjaar 2021, van het globaal budget van het Rijk voor de financiering van de werkingskosten van de ziekenhuizen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, artikel 95;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 november 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2020;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse omdat het een formele beslissing betreft.

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het globaal budget van het Rijk voor de financiering van de werkingskosten van ziekenhuizen, wordt, voor het jaar 2021, vastgesteld op 9.483.240.295 euro.

Art. 2. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Ciergnon, 30 december 2020.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Fr. VANDENBROUCKE

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/205722]

16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon arrêtant les règles provisoires qui valent comme contrats de gestion entre le Gouvernement wallon et les ports autonomes de Charleroi, de Namur, du Centre et de l'Ouest, et de Liège

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, article 8, § 3, alinéa 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juillet 2020;

Vu le rapport du 26 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1955 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant qu'en sa séance du 11 décembre 2014, le Gouvernement wallon a approuvé et conclu, et ce pour la première fois, des contrats de gestion avec chacun des quatre ports autonomes wallons en application du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information; que ces contrats de gestion sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de cinq ans;

Considérant que les contrats de gestion sont venus à échéance le 31 décembre 2019; que, cependant, en raison de la situation politique wallonne en 2019, combinée avec la réorganisation en cours du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ainsi que les dysfonctionnements mis en évidence par la Cour des Comptes au sein du Port autonome du Centre et de l'Ouest, le processus s'est vu retardé et qu'il n'a pas été possible d'adopter les nouveaux contrats de gestion dans le délai imparti; que l'accomplissement des étapes nécessaires à l'établissement du nouveau contrat de gestion requiert un certain laps de temps;

Considérant, par conséquent, que de manière à continuer la rencontre des objectifs visés par le Gouvernement au travers du contrat de gestion conclu entre les ports et la Wallonie, dans l'attente de l'adoption d'un nouveau contrat de gestion, et d'éviter l'absence de cadre juridique, le Ministre de tutelle a prorogé, par arrêté ministériel, le contrat de gestion de chaque port pour une période non renouvelable de six mois, en application de l'article 8, § 3, alinéa 2, du décret du 12 février 2004 précité; qu'en l'espèce, la prorogation va du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 30 juin 2020;

Considérant qu'il est donc nécessaire et indispensable de poursuivre l'exécution des contrats de gestion actuels, et ce, sans interruption, afin de maintenir un cadre juridique et de permettre aux ports autonomes wallons la continuation de leur développement au niveau des infrastructures, de leur économie, de leur stratégie portuaire et de maintenir leur contribution non négligeable au transport par la voie d'eau;

Considérant que l'absence de règles risque de compromettre fortement la continuité du service public; que, pour ces raisons, il existe une nécessité impérieuse et urgente d'adopter, conformément à l'article 8, § 3, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 précité les règles provisoires qui valent comme contrats de gestion entre le Gouvernement wallon et les ports autonomes de Charleroi, de Namur, du Centre et de l'Ouest, et de Liège;

Vu l'avis 67.716/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 juillet 2020, en application des articles 3, § 1^{er}, et 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A partir du 1^{er} juillet 2020 et jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux contrats de gestion conclus conformément aux articles 5 et 6 du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, les dispositions des contrats de gestion conclus entre le Gouvernement wallon et les ports autonomes de Charleroi, de Namur, du Centre et de l'Ouest, et de Liège, tels qu'approuvés par le Gouvernement wallon en sa séance du 11 décembre 2014, et prolongés jusqu'au 30 juin 2020 par arrêtés ministériels, sont applicables aux ports autonomes de Charleroi, de Namur, du Centre et de l'Ouest, et de Liège.

Art. 2. Les règles provisoires applicables à la poursuite de l'exécution des missions de service public des ports autonomes de Charleroi, de Namur, du Centre et de l'Ouest, et de Liège sont celles contenues aux articles 10 à 17 du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information et définies dans les contrats de gestion conclus entre le Gouvernement wallon et les ports autonomes de Charleroi, de Namur, du Centre et de l'Ouest, et de Liège tels qu'approuvés par le Gouvernement wallon en sa séance du 11 décembre 2014.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2020.

Art. 4. Le Ministre de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/205722]

16. DEZEMBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der vorläufigen Regeln, die als Geschäftsführungsverträge zwischen der Wallonischen Regierung und den autonomen Häfen von Charleroi, Namur, Mitte-West und Lüttich gelten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 betreffend den Geschäftsführungsvertrag und die Informationsverpflichtungen, Artikel 8 § 3 Absatz 3;

Aufgrund der am 22. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. Juli 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 26. Mai 2020;

In der Erwägung, dass in Anwendung des Dekrets vom 12. Februar 2004 betreffend den Geschäftsführungsvertrag und die Informationsverpflichtungen die Wallonische Regierung in ihrer Sitzung vom 11. Dezember 2014 Geschäftsführungsverträge mit jedem der vier wallonischen autonomen Häfen, und dies zum ersten Mal, genehmigt und abgeschlossen hat; dass diese Geschäftsführungsverträge am 1. Januar 2015 für eine Dauer von fünf Jahren in Kraft getreten sind;

In der Erwägung, dass die Geschäftsführungsverträge am 31. Dezember 2019 abgelaufen sind; dass das Verfahren jedoch wegen der wallonischen politischen Lage in Kombination mit der derzeit stattfindenden Reorganisation des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen sowie den vom Rechnungshof hervorgehobenen Missständen innerhalb des autonomen Hafens Mitte-West verzögert wurde und es nicht möglich gewesen ist, die neuen Geschäftsführungsverträge binnen der gesetzten Frist zu verabschieden; dass die Durchführung der zur Aufstellung des neuen Geschäftsführungsvertrags nötigen Schritte eine gewisse Zeit erfordert;

In der Erwägung folglich dass, um bis zur Annahme eines neuen Geschäftsführungsvertrags die Erreichung der von der Regierung mittels des zwischen den Häfen und der Wallonie abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags verfolgten Ziele fortzusetzen und das Fehlen eines Rechtsrahmens zu vermeiden, der Aufsichtsminister in Anwendung von Artikel 8 § 3 Absatz 2 des vorgenannten Dekrets vom 12. Februar 2004 durch Ministeriellen Erlass den Geschäftsführungsvertrag jedes Hafens um einen nicht erneuerbaren Zeitraum von sechs Monaten verlängert hat; dass sich im vorliegenden Fall die Verlängerung vom 1. Januar 2020 bis zum 30. Juni 2020 erstreckt;

In der Erwägung, dass es daher notwendig und unerlässlich ist, die Ausführung der derzeitigen Geschäftsführungsverträge fortzusetzen, und dies ohne Unterbrechung, um einen Rechtsrahmen aufrechtzuerhalten und es den wallonischen autonomen Häfen zu ermöglichen, sich hinsichtlich der Infrastrukturen, ihrer Wirtschaft, ihrer Hafenstrategie weiter zu entwickeln und ihren nicht zu unterschätzenden Beitrag zum Binnenschiffsverkehr aufrechtzuerhalten;

In der Erwägung, dass das Fehlen von Regeln die Kontinuität des öffentlichen Dienstes stark zu beeinträchtigen droht; dass es eine zwingende und dringende Notwendigkeit besteht, gemäß Artikel 8 § 3 Absatz 3 des vorgenannten Dekrets vom 12. Februar 2004 die vorläufigen Regeln, die als Geschäftsführungsverträge zwischen der Wallonischen Regierung und den autonomen Häfen von Charleroi, Namur, Mitte-West und Lüttich gelten, anzunehmen;

Aufgrund des am 8. Juli 2020 in Anwendung von den Artikeln 3 § 1 und 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 67.716/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Ab dem 1. Juli 2020 und bis zum Inkrafttreten der neuen Geschäftsführungsverträge, die gemäß den Artikeln 5 und 6 des Dekrets vom 12. Februar 2004 betreffend den Geschäftsführungsvertrag und die Informationsverpflichtungen abgeschlossen werden, sind die Bestimmungen der zwischen der Wallonischen Regierung und den autonomen Häfen von Charleroi, Namur, Mitte-West und Lüttich abgeschlossenen Geschäftsführungsverträge, so wie sie von der Regierung in ihrer Sitzung vom 11. Dezember 2014 genehmigt und durch Ministerielle Erlasse bis zum 30. Juni 2020 verlängert wurden, auf die autonomen Häfen von Charleroi, Namur, Mitte-West und Lüttich anwendbar.

Art. 2 - Die vorläufigen Regeln, die auf die Fortführung der Aufgaben öffentlichen Dienstes der autonomen Häfen von Charleroi, Namur, Mitte-West und Lüttich anwendbar sind, sind diejenigen, die in den Artikeln 10 bis 17 des Dekrets vom 12. Februar 2004 betreffend den Geschäftsführungsvertrag und die Informationsverpflichtungen enthalten und in den zwischen der Wallonischen Regierung und den autonomen Häfen von Charleroi, Namur, Mitte-West und Lüttich abgeschlossenen Geschäftsführungsverträgen, so wie sie von der Regierung in ihrer Sitzung vom 11. Dezember 2014 genehmigt wurden, festgelegt sind.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2020 wirksam.

Art. 4 - Der Minister für Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Dezember 2020

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/205722]

16 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorlopige regels die als beheerscontracten tussen de Waalse Regering en de autonome havens van Charleroi, van Namen, van het Centrum en van het Westen en van Luik gelden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking, inzonderheid op artikel 8, § 3, derde lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juli 2020;

Gelet op het verslag van 26 mei 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1955 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat de Waalse Regering op haar zitting van 11 december 2014 voor het eerst beheerscontracten heeft goedgekeurd en gesloten met elk van de vier Waalse autonome havens in toepassing van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking; dat deze beheerscontracten voor een periode van vijf jaar op 1 januari 2015 in werking zijn getreden;

Overwegende dat de beheerscontracten op 31 december 2019 zijn verstreken; dat het proces wegens de politieke situatie in Wallonië in 2019, in combinatie met de lopende reorganisatie van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur en de door het Rekenhof gesignaleerde disfuncties binnen de Autonome Haven van het Centrum en het Westen, echter werd vertraagd en dat het niet mogelijk was om de nieuwe beheerscontracten binnen de voorgeschreven termijn goed te keuren; dat er enige tijd nodig is om de nodige stappen te zetten voor het opstellen van het nieuwe beheerscontract;

Overwegende dat de voogdijminister, om te kunnen blijven voldoen aan de doelstellingen die de Regering met het beheerscontract tussen de havens en Wallonië heeft nagestreefd, in afwachting van de aanneming van een nieuw beheerscontract en om het ontbreken van een wettelijk kader te voorkomen, het beheerscontract van elke haven bij ministerieel besluit met een niet-verlengbare periode van zes maanden heeft verlengd, in toepassing van artikel 8, § 3, tweede lid, van voornoemd decreet van 12 februari 2004; dat de verlenging in het onderhavige geval van 1 januari 2020 tot en met 30 juni 2020 loopt;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk en onontbeerlijk is de uitvoering van de huidige beheerscontracten zonder onderbreking voort te zetten om een wettelijk kader te handhaven en de Waalse autonome havens in staat te stellen hun ontwikkeling op het gebied van infrastructuur, economie en havenstrategie voort te zetten en hun aanzienlijke bijdrage aan het vervoer over water te behouden;

Overwegende dat het ontbreken van regels de continuïteit van de openbare dienst ernstig in gevaar dreigt te brengen; dat het om deze redenen dringend noodzakelijk is om, overeenkomstig artikel 8, § 3, lid 3, van voornoemd decreet van 12 februari 2004, de voorlopige regels vast te stellen die als beheerscontracten gelden tussen de Waalse Regering en de autonome havens van Charleroi, van Namen, van het Centrum en van het Westen en van Luik;

Gelet op het advies 67.716/4 van de Raad van State, gegeven op 8 juli 2020, overeenkomstig artikel 3, § 1 en artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Vanaf 1 juli 2020 en tot de inwerkingtreding van de nieuwe beheerscontracten gesloten overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking, zullen de bepalingen van de beheerscontracten tussen de Waalse Regering en de autonome havens van Charleroi, van Namen, van het Centrum en van het Westen en van Luik, zoals goedgekeurd door de Waalse Regering op haar zitting en 11 december 2014, en verlengd bij ministeriële besluiten tot en met 30 juni 2020, op de autonome haven van Charleroi, van Namen, van het Centrum en van het Westen en van Luik van toepassing zijn.

Art. 2. De voorlopige regels die van toepassing zijn op de verdere uitvoering van de opdrachten van openbare dienstverlening van de autonome havens van Charleroi, van Namen, van het Centrum en van het Westen en van Luik, zijn die welke zijn opgenomen in de artikelen 10 tot 17 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking en die zijn vastgelegd in de beheerscontracten tussen de Waalse Regering en de autonome havens van Charleroi, van Namen, van het Centrum en van het Westen en van Luik, zoals goedgekeurd door de Waalse Regering op haar vergadering van 11 december 2014.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2020.

Art. 4. De Minister van Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2020.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2020/44607]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 13 décembre 2020, Madame Ellen SALVÉRIUS, est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Stratégie et Appui dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} décembre 2020.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2020/44607]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 13 december 2020, wordt mevrouw Ellen SALVÉRIUS benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 december 2020.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2020/44520]

Assesseeur suppléant externe pour la Chambre francophone du Conseil de discipline de la police intégrée

Par arrêté ministériel du 5 août 2020, Monsieur Claude GILLARD est désigné, pour un terme de deux ans, en tant qu'assesseur suppléant externe pour la chambre francophone du Conseil de discipline de la police intégrée.

Le présent arrêté produit ses effets le 5 août 2020.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2020/44520]

Extern plaatsvervangend bijzitter voor de Franstalige Kamer van de Tuchtraad van de geïntegreerde politie

Bij ministerieel besluit van 5 augustus 2020 wordt de heer Claude GILLARD, voor een termijn van twee jaar, aangewezen als extern plaatsvervangend bijzitter voor de Franstalige Kamer van de Tuchtraad van de geïntegreerde politie.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 5 augustus 2020.